

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Orléans, le 17/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCAEL

3 Avenue Victor Hugo
28000 Chartres

Références : VAT20240506
Code AIOT : 0010000374

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement SCAEL implanté Les Terres Noires 28410 Marchezais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite en inopinée

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAEL
- Les Terres Noires 28410 Marchezais
- Code AIOT : 0010000374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site de la SCAEL à Marcheais abrite une activité de stockage et négoce de céréales et d'engrais, classées sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Surveillance des installations et formation du personnel | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 | / | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 60 jours |
| 2 | Surveillance des installations et des travaux | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | / | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 3 | Travaux par point chaud et permis feu | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | / | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 5 | Transporteurs à bande | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 6 | Vérification et entretien des installations électriques | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 7 | Procédure de contrôle de la détection incendie du magasin engrais | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 8 | Clotûre du magasin engrais | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 8 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 9 | Surveillance par caméra thermique | AP Complémentaire du 12/01/2022, article 3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 10 | Procédure d'alerte de la SNCF | AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Demande d'action corrective | 30 jours |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| 11 | Étude sur la protection de la voie ferrée | AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 90 jours |
| 12 | Stockage de liquide susceptible de créer une pollution | Arrêté Préfectoral du 16/04/1999, article 1.2.6 | / | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 13 | Poussières | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 7 jours |
| 14 | Entretien de la réserve incendie | AP Complémentaire du 18/08/2008, article 5 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------|--|-------------------|
| 4 | Système de dépoussiérage | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des installations et formation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales |
| Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. |

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

Constat du 23/09/2024 :

L'inspection a constaté que l'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

L'exploitant a indiqué que l'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation.

Tous les opérateurs reçoivent une formation dénommée "incendie explosion poussières".

Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques.

Selon les éléments présentés par l'exploitant, la formation de son personnel fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement : tous les 5 ans, et chaque année, avant la collecte de l'été, notamment pour les personnels saisonniers.

Une formation extincteurs quant à elle, est dispensée à l'ensemble des opérateurs tous les 3 ans.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté et transmis par mail le jour du contrôle, une attestation de fin de stage pour 3 opérateurs désignés sur site.

Le responsable de site a notamment reçu les formations suivantes :

- formation dénommée "équiper première intervention (EPI)" relative au maniement des extincteurs sur une demi journée le 06/01/2023 ;
- formation dénommée "prévention risques incendie explosion poussières (IEP)".
- formation spécifique "séchage des grains" d'une durée de 14h en date du 20 et 21/09/2021 ;

Par ailleurs, le responsable silo est titulaire d'un certificat individuel produits phytopharmaceutiques pour la mise en vente et la vente de produits phytopharmaceutiques (MVPP) délivré le 12/06/2023, par le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt NORMANDIE, valable jusqu'au 26/05/2028.

Enfin, l'inspection note que le certificat d'habilitation électrique du responsable de site atteste que ce dernier a suivi une formation recyclage le 23/11/2020, avec une validité fixée au 23/11/2023. L'inspection rappelle que cet employé ne peut plus intervenir sur une opération d'ordre électrique depuis le 23/11/2023.

Conclusion:

Le responsable de site ne dispose plus d'une habilitation électrique depuis le 23/11/2023, habilitation nécessaire pour toute intervention sur l'alimentation électrique des équipements de manutention, à leur mise en fonction en mode dégradé, tout particulièrement en phase accidentelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au Point de Contrôle (PdC) n°1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Surveillance des installations et des travaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident |
| Constats : <u>Constat du 23/09/2024 :</u> L'exploitant dispose de plusieurs procédures applicables à l'ensemble des sites du Groupe coopératif SCAEL, telles que : <ul style="list-style-type: none">- procédure de stockage,- procédure de maintenance,- procédure de réception,- procédure d'intervention en cas d'échauffement,- procédure de gestion des anomalies sanitaires. Ces procédures ont fait l'objet de mises à jour dont a minima 2 versions sont conservées dans le classeur des consignes du site. Ces procédures sont également mises à la disposition des personnels sur l'Intranet. Toutefois, le responsable de site ne connaît pas l'emplacement exacte des différentes procédures. En l'absence d'alimentation électrique, les personnels n'ont pas accès à l'Intranet et le dossier papier n'est pas à jour. L'inspection invite l'exploitant à mettre à jour les procédures disponibles dans les différents classeurs, les rendre facilement, et rapidement, accessibles et lisibles. En effet, en phase accidentelles, les personnels du site doivent avoir accès facilement et rapidement aux procédures d'intervention d'urgence. Aussi, une sensibilisation de ces procédures aux personnels de l'exploitation semble nécessaire. <u>Conclusion :</u> L'accessibilité aux différentes procédures du Groupe est à améliorer. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 3 : Travaux par point chaud et permis feu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales |
| Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. |

Constats :**Constat du 23/09/2024 :**

Le permis de feu délivré le 5 juin 2024, au profit de la société SERM, pour remettre en état la tête d'un des deux élévateurs du silo coques ne fait pas suffisamment mention des moyens de protection à mettre en œuvre pour contenir les éventuelles projections liées à l'emploi d'un poste à souder.

La réception à réaliser par l'exploitant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, ainsi que la vérification des installations en configuration normale et l'évacuation du matériel de chantier à l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, n'est pas consignée.

Conclusion :

Le permis feu délivré le 5 juin 2024 au profit de la société SERM est incomplet. Ce permis de travail ne liste pas l'ensemble des mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre, telles que celles rappelées dans le guide de l'état de l'art sur les silos. La réalisation effective (date, heure...) de la vérification post travaux, telle que prévue dans les consignes interne au groupe co-opératif SCAEL, n'est pas correctement tracée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. [...]

Constats :**Constat du 23/09/2024 :**

Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.

Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.

A noter néanmoins qu'une réflexion doit être menée afin de mettre en place un capotage des transporteurs d'ensilage du silo A avec une aspiration efficace, soit le remplacement de ces transporteurs à bande par des transporteurs à chaîne afin de réduire l'empoussièrément inacceptable constaté au niveau de la galerie supérieure.

| |
|--|
| Conclusion : Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Transporteurs à bande

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. |
| Constats : Constat du 23/09/2024 : Le contrôle par sondage a porté sur les bandes des transporteurs d'ensilage (TB3 et TB4) du silo A. L'inspection n'a pas constaté sur les bandes du transporteur de marquage attestant de sa conformité à la non propagation de la flamme. Conclusion : L'exploitant n'a pas été en capacité de démontrer la conformité à la non propagation de la flamme de la bande des deux transporteurs d'ensilage (TB3 et TB4) du silo A. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection les justificatifs relatifs à la conformité de la bande de ces deux transporteurs. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 6 : Vérification et entretien des installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; |

- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Constat du 23/09/2024 :

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a fourni le dernier rapport DEKRA Industrial n°038092862401R002 relatif à la vérification des installations électriques, au titre des ICPE, en date du 03/06/2024 et 04/06/2024, faisant état des 4 observations suivantes :

- présence de dégradations mécaniques au niveau de la prise de terre des masses BT du poste HT ;
- D. DR non identifié au niveau du 3eme étage de la galerie du silo vertical béton ;
- dépôt de poussière important au niveau du coffret terminal de l'armoire générale du séchoir ;
- dépôt de poussière important au niveau de bandes sangles de l'armoire du séchoir au RDC ;

Par ailleurs, l'exploitant a présenté un mail provenant de la société SAS GOJARD Électricité situé à Fontenay-sur-Eure (28630) concernant la mise en conformité suivant le rapport DEKRA susvisé (n°038092862401R002).

Le jour du contrôle, la société SAS GOJARD Électricité intervenait sur le site, le jour de l'inspection, pour lever les non-conformités relevées dans le rapport DEKRA susvisé.

La visite in-situ a permis de constater un défaut d'étanchéité au niveau d'une boîte de raccordements électriques installée dans la galerie sur-cellules : présence de 2 câbles dans un même presse-étoupe.

Conclusion :

Les installations électriques installées dans le silo A ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Un défaut d'IP a été constaté au niveau d'une boîte de raccordements électriques installée dans la galerie sur-cellules : présence de 2 câbles dans un même presse-étoupe. Cet écart n'a pas été notifié à l'exploitant par l'organisme de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°6.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Procédure de contrôle de la détection incendie du magasin engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie du magasin engrais

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2023

Prescription contrôlée :

[...] Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.

L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :**Constat du 12 octobre 2022 :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure qu'il a établi pour encadrer la maintenance de son système de détection incendie, datée du mois d'avril 2021. Cette procédure reprends les éléments listés dans la notice constructeur de l'équipement, soit la réalisation de contrôle journaliers, hebdomadaires et mensuels.

L'exploitant a par ailleurs présenté le dernier rapport de vérification de ces équipements par la société DMAE, daté du 6 décembre 2021. Ce rapport ne liste pas d'observations sur l'état du système de détection incendie.

Interrogé sur la réalisation effective des contrôles listés par la procédure du mois d'avril 2021, l'exploitant a indiqué que suite à un changement de personnel récent, le rythme de réalisation des contrôles n'avait pas été respecté.

Constat du 23/09/2024 :

Le responsable de site ne connaissait pas l'existence de la procédure interne relative à la maintenance du système de détection incendie du magasin engrais solides à base de nitrate d'ammonium. Aussi, la consultation du registre associé à la mise en œuvre de cette procédure a permis de constater l'absence de contrôle visuel périodique du bon fonctionnement du système de détection incendie du magasin de stockage des engrais solides, avec transmission en permanence de l'alarme associée, tel que préconisé par le fabricant de ces équipements dans sa notice d'utilisation.

Conclusion :

L'exploitant ne vérifie pas périodiquement et en complément des vérifications réalisées par son prestataire DMAE, le bon fonctionnement du système de détection incendie de son magasin de stockage des engrais solides, avec transmission en permanence de l'alarme associée, ou les opérations de maintenance recommandées dans la notice constructeur de ces équipements.

Dans ce contexte, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°2 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

| |
|---|
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°7. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 8 : Clotûre du magasin engrais

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Limite des accès au magasin engrais |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/12/2023 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes les dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ne puissent avoir accès aux installations.</p> <p>En dehors des horaires de travail, l'établissement est fermé par tout moyen approprié.</p> <p>Une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres interdit l'accès à l'établissement, sauf en cas d'impossibilité justifiée.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat du 10 décembre 2020 :</u> "Au jour de l'inspection, aucune clôture n'existe autour du magasin de stockage d'engrais solides du site, aucun accord n'ayant été déterminé entre les exploitants des sites SCAEL, AVIBEAUCE, AXEREAL et SODEM." Non-conformité NC3 : Absence de clôture de l'établissement côté du magasin engrais.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 11 mars 2021 : "Comme précisé dans nos réponses précédentes, la configuration de la zone industrielle ne permet pas de mettre en place une clôture au niveau de notre magasin engrais."</p> <p><u>Constat du 12 octobre 2022 :</u> L'inspection des installations classées n'a pas observé d'évolution sur le sujet de cette clôture depuis la dernière visite. L'exploitant a indiqué envisager se défaire de son magasin de stockage d'engrais solides.</p> <p><u>Constat du 23 septembre 2024 :</u> Il a été constaté l'absence de clôture de l'établissement côté du magasin engrais.</p> |

| |
|---|
| <p>Ainsi, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°3 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue.</p> <p>Dans ce contexte, l'exploitant n'a également pas satisfait aux dispositions du point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°8.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 60 jours</p> |

N° 9 : Surveillance par caméra thermique

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2022, article 3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du transporteur</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2023 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La galerie sur cellules du silo A est équipée d'un système de surveillance de la température par caméra thermique. La détection d'une anomalie entraîne l'arrêt automatique du transporteur à bande d'ensilage. [...]</p> <p>L'exploitant établit un programme de vérification de ce dispositif et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements des dates et résultats de ces vérifications. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification de la caractérisation des anomalies et de l'efficacité du système.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat du 12 octobre 2022 :</u></p> <p>Durant l'inspection, il a été constaté la présence de caméra thermiques dans la galerie supérieure du silo A. L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection d'une température supérieure à 100°C ou d'une flamme par la caméra, la manutention serait arrêtée.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de démontrer cette mesure. Après la mise en route de la manutention du silo A, l'exploitant a présenté la flamme d'un briquet dans le champ de détection de l'une des caméras. La première tentative fut infructueuse, à cause de la présence de poussières sur la lentille de la caméra. L'exploitant a ensuite procédé au nettoyage de cet élément, avant de renouveler son essai, cette fois fructueux. Un troisième essai, pour confirmer le bon fonctionnement de l'équipement, fut réalisé et se conclut sur une réussite.</p> |

| |
|--|
| <p>L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage des caméras de manière régulière serait rajouté dans les procédures de maintenance du silo.</p> <p>Le fait que le premier essai de fonctionnement de la caméra thermique n'ait pas amené à l'arrêt des équipements de manutention, malgré l'assurance de l'exploitant du bon fonctionnement de cet équipement lors d'essais la veille de l'inspection, mets en doute l'efficacité des mesures compensatoires mises en place par l'exploitant.</p> <p>Constat du 23/09/2024 :</p> <p>Interviewé sur les mesures mises en œuvre pour répondre au constat précité, l'exploitant a présenté le suivi des enregistrements relatifs aux tests effectués afin de s'assurer du bon fonctionnement des caméras thermiques installées dans la galerie dur cellules du silo A.</p> <p>Cette consultation a permis de constater que l'exploitant ne réalise pas les tests de fonctionnement des caméras thermiques installées dans la galerie sur cellules du silo A, suivant la fréquence qu'il a préalablement fixée dans ses consignes internes.</p> <p>Dans ce contexte, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°4 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°9.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 10 : Procédure d'alerte de la SNCF

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Alerte SNCF</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant met en place une procédure d'alerte de la SNCF. Cette procédure encadre les opérations à mener en cas d'accident ayant eu des conséquences sur les voies ferrées (ou susceptibles d'en avoir) et les coordonnées du service SNCF y figurent de manière visible. Cette procédure est régulièrement testée, et est mise à jour aussi souvent que nécessaire, notamment pour les coordonnées SNCF. Un test annuel de l'appel SNCF est réalisé par l'exploitant. L'exploitant enregistre la date et du résultat de ce test et les tient à disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> |

Constat du 12 octobre 2022 :

Lors de l'inspection du 12 octobre 2022, l'exploitant avait indiqué qu'il rencontrait des difficultés importantes à obtenir de la part de la SNCF les contacts nécessaires pour les alerter en cas d'incident majeur ou accident et permettre la rédaction de sa procédure d'alerte à intégrer dans les consignes associées à la gestion des situations d'urgences. Dans ce contexte, **l'exploitant ne disposait pas d'une procédure d'alerte de la SNCF.**

Constat du 23/09/2024 :

L'inspection a constaté que l'exploitant n'a toujours pas mis en place de procédure d'alerte de la SNCF, encadrant les opérations à mener en cas d'accident ayant eu des conséquences sur les voies ferrées (ou susceptibles d'en avoir) avec les coordonnées du service SNCF à appeler.

Toutefois, le responsable du site possédait un numéro de téléphone de la SNCF à appeler en cas d'urgence.

L'exploitant a indiqué avoir des difficultés à communiquer avec la SNCF sur le sujet pour permettre la rédaction exacte de la procédure d'alerte.

Conclusion : L'exploitant n'a pas mis en place la procédure d'alerte de la SNCF.

Ainsi, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°6 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue.

Dans ce contexte, l'exploitant n'a également pas satisfait aux dispositions du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°10.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Étude sur la protection de la voie ferrée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Protection de la voie ferrée

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 15/09/2023

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant fait réaliser par un cabinet tiers spécialisé une étude technico-économique déterminant les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A.

Cette étude identifie les solutions de protection de la voie ferrée, et pour chaque solution, son

coût et les délais de réalisation. Les solutions présentées doivent comprendre l'efficacité des dispositifs, au regard de sa capacité intrinsèque (vitesse, masse, surface associée...), les éléments de calcul des dispositifs de fixation, les garanties quant à la tenue des structures d'ancrage en cas d'explosion, ainsi qu'un programme de vérification du bon état dans le temps de ce dispositif.

Constats :

Constat du 12 octobre 2022 :

L'exploitant n'a pas fourni les éléments demandés concernant les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A.

Constat du 23 septembre 2024 :

Interrogé sur les mesures adoptées pour répondre au constat précité, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec la société AIRBUS Protect pour réaliser l'étude technico-économique visant à déterminer les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A.

Conclusion : Au jour de l'inspection, aucun devis et bon de commande pour la réalisation d'une telle étude n'a été finalisé.

Dans ce contexte l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°6 de l'inspection du 12 octobre 2022 et ne satisfait pas de fait aux dispositions du point 3 de l'article 1 de l'APMD du 15 mars 2023. La non-conformité suivante est reconduite : L'exploitant n'a pas fourni les éléments demandés concernant les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°11.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 12 : Stockage de liquide susceptible de créer une pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/1999, article 1.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux

| |
|---|
| <p>valeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération, des fuites éventuelles.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat du 23/09/2024 :</u></p> <p>L'inspection a constaté que des produits phytopharmaceutiques destinés au traitement des produits ensilés in-situ étaient stockés sur rétentions, à ciel ouvert.</p> <p>Les conditions météorologiques du jour ont permis de constater que la présence d'eau de pluie dans ces rétentions et l'absence de modalités de gestion de ces eaux potentiellement polluées.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>La gestion des rétentions associées aux récipients de produits phytopharmaceutiques mis en œuvre dans les silos n'est pas satisfaisante : absence de protection ou abris vis-à-vis des intempéries...</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°12.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 60 jours</p> |

N° 13 : Poussières

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des silos</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> |

Constats :**Constat du 23/09/2024 :**

L'inspection des installations classées a observé une présence excessive de poussières au niveau de l'ensemble des étages de la tour de manutention et de la galerie sur cellules du silo béton dit A. Des tas de poussières, d'une hauteur de l'ordre de 50 centimètres étaient présent dans la galerie sur cellules, au niveau de chaque cellule. Ce constat inacceptable traduit l'absence de mise en œuvre, à une fréquence adaptée, d'opérations de nettoyage durant plusieurs semaines.

La limitation des émissions et des dépôts de poussières, à un seuil convenable permettant de réduire fortement la fréquence d'occurrence de l'explosion, ne peut être obtenue sans une sensibilisation du personnel aux risques présentés par les poussières. De plus, une organisation de l'exploitation prenant en compte cet aspect (conception et maintenance des installations, procédure de nettoyage) est à mettre en place.

Les procédures de nettoyage mises en place doivent donc préciser les fréquences de passage dans les installations et les consignes de nettoyage, et faire référence au registre de suivi que les opérateurs doivent compléter systématiquement. Et lors des phases d'exploitation intensives des installations (moissons...), des consignes particulières peuvent être prévues au sein de ces procédures pour accroître cette fréquence de nettoyage. **Ces paramètres peuvent faire varier le niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques.**

Outre cet aspect, des mesures de limitation de l'empoussièrement lors des phases d'exploitation du silo A doivent impérativement être étudiées : ce peut être par exemple la mise en place d'un capotage, dans la mesure du possible, des transporteurs à bande d'ensilage existants, ou leur remplacement par des transporteurs à chaîne.

Conclusion :

L'inspection a constaté une présence excessive de poussière au niveau de la tour de manutention et plus particulièrement de la galerie du silo A.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°13.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 14 : Entretien de la réserve incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/08/2008, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Ressourcse en eau en cas d'incendie

Prescription contrôlée :

Les installations de protection contre l'incendie doivent d'être correctement entretenues et maintenues en état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Constats :

Constat du 23/09/2024 :

L'inspection a constaté que les abords de la réserve souple incendie ne sont pas correctement entretenus. Il a été observé la présence de végétaux, arbustes susceptibles d'endommager la réserve souple.

Conclusion:

Il a été constaté la présence de végétation au niveau de la réserve souple incendie, végétation de nature à endommager la-dite réserve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°14.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours